

Weidel alerte sur les coûts de l'immigration : « L'Allemagne ne peut plus se permettre cette politique »

écrit par Nicolas Faure | 15 juin 2025





Alors que la chancellerie publie une estimation des dépenses publiques liées à la politique migratoire, la coprésidente de l'AfD, Alice Weidel, dénonce un système qu'elle juge ruineux et inefficace. Selon elle, les flux migratoires massifs n'ont ni résolu la crise démographique ni comblé le manque de main-d'œuvre, et mettent au contraire en péril les équilibres budgétaires et sociaux du pays.

Berlin, 11 juin 2025 – La coprésidente de l'AfD, Alice Weidel, a réagi à la récente communication de la chancellerie sur les coûts de la politique migratoire. Selon les chiffres évoqués, **près de 30 milliards d'euros auraient été dépensés par le gouvernement fédéral en 2024 pour gérer les conséquences de l'immigration.** Un montant jugé « insoutenable » par la dirigeante de l'opposition, qui dénonce un « aveuglement idéologique » des partis au pouvoir.

« Alors que les citoyens allemands supportent des niveaux d'imposition records, des cotisations de santé

en hausse et une infrastructure en déclin, l'État dépense chaque année des dizaines de milliards pour une politique migratoire qui ne fonctionne pas », déclare-t-elle. Pour Weidel, cette situation met en péril la soutenabilité budgétaire du pays et sape les conditions de vie de la population active.

Elle remet en question l'un des piliers de la rhétorique gouvernementale : l'idée selon laquelle l'immigration de masse serait nécessaire pour compenser le vieillissement de la population et pallier la pénurie de main-d'œuvre. *« Malgré des millions de nouveaux arrivants depuis dix ans, le problème du manque de personnel qualifié reste entier », affirme-t-elle. Selon elle, la majorité des migrants ne viennent pas renforcer le tissu productif, mais alourdissent les dépenses sociales.*

Weidel évoque également les effets indirects sur les services publics. *« Les délais pour obtenir un rendez-vous médical s'allongent, les logements abordables se raréfient, l'insécurité s'étend dans les centres urbains », énumère-t-elle. Dans le même temps, certains travailleurs hautement qualifiés choisissent de quitter l'Allemagne, découragés par une fiscalité qu'elle juge « confiscatoire », par une bureaucratie paralysante et par la détérioration du climat général.*

Pour l'AfD, la politique actuelle d'immigration constitue non seulement une erreur stratégique, mais une injustice sociale. *« Ceux qui travaillent paient toujours plus pour financer un système de plus en plus déséquilibré », résume-t-elle. Elle accuse le gouvernement de masquer les déficits par de nouvelles dettes, qui hypothéqueront selon elle l'avenir des générations suivantes.*

Cette sortie s'inscrit dans une stratégie politique constante de l'AfD, qui entend faire de la critique de la politique migratoire l'un de ses principaux chevaux

de bataille à l'approche des élections régionales et européennes de 2025. Pour Alice Weidel, la question migratoire n'est plus seulement un enjeu humanitaire ou administratif : elle serait devenue, selon ses mots, « *une ligne de fracture majeure entre ceux qui veulent préserver l'État-providence et la cohésion sociale, et ceux qui cèdent à une vision utopique, sans considération pour les limites économiques et culturelles du pays* ».

Le parti met désormais en avant l'idée que l'immigration massive n'est pas seulement coûteuse, mais profondément déstabilisatrice, et ce tant sur le plan financier que sociétal. Derrière la critique du « coût » de la politique migratoire, c'est donc un affrontement idéologique plus large qui se dessine : celui entre un modèle multiculturaliste défendu par les partis de gouvernement, et une approche souverainiste et restrictive que l'AfD prétend incarner.

Alors que le débat public reste polarisé, les chiffres avancés par le gouvernement sur les dépenses liées à la migration risquent d'alimenter un peu plus les tensions. La question n'est plus seulement de savoir combien cela coûte, mais quel type de société les Allemands veulent pour l'avenir – et à quel prix.

Nicolas FAURE